
PREFECTURE DE LA MARNE

direction des actions de l'état

Châlons en Champagne,

bureau de la gestion de l'espace

3D/3B/CA
Installations classées
N° 98 A 93 IC

**arrêté préfectoral
concernant J.C.H. et Associés à Bussy Lettrée**

**le préfet
de la région Champagne-Ardenne
préfet du département de la Marne
chevalier de la légion d'honneur,**

VU :

- la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées,
- le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 susvisée,
- la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,
- la demande déposée le 12 février 1998, par laquelle la société J.C.H. et Associés, siège social 10 rue Léopold Frison à Châlons en Champagne, sollicite l'autorisation d'exploiter un entrepôt de stockage de produits divers sur le territoire de la commune de Bussy Lettrée,
- l'avis des différents services administratifs concernés,
- les résultats de l'enquête publique et l'avis favorable du commissaire enquêteur,
- le rapport de l'inspecteur des installations classées du 27 août 1998,
- l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du 3 septembre 1998,

Le demandeur entendu,

Sur proposition de M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Champagne Ardenne,

A R R E T E :

Titre 1 - Prescriptions générales

Article 1 - Généralités

1.1 - Champ d'application

La société JCH et Associés, siège social 10, rue Léopold Frison à 51000 Châlons en Champagne, est autorisée à exploiter un entrepôt de stockage de produits divers (textiles, articles de bricolage, vaisselle, jouets...) sur le territoire de la commune de Bussy-Létrée (51320), ZAC de Vatry, parcelle n° ZB5 de la zone ZB.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent à toutes les installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire, qu'elles relèvent ou non de la nomenclature des installations classées.

1.2 - Autorisation d'exploiter

L'autorisation d'exploiter vise les installations classées exploitées dans l'établissement, répertoriées dans le tableau suivant :

DESIGNATION DES ACTIVITES	RUBRIQUE	REGIME	QUANTITE
Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts. Le volume de l'entrepôt étant supérieur ou égal à 50.000 m ³	1510.1	A	Volume de l'entrepôt : V=247.500 m ³
Dépôt de bois, papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues. La quantité stockée étant supérieure à 20 000 m ³	1530 1°	A	Le centre logistique pourra abriter au maximum 35000 palettes de marchandises d'un volume moyen unitaire d'environ 1,6 m ³ soit un volume maximum de produits stockés de l'ordre de 56000 m ³ . Sur ce volume, on peut, à un instant donné, avoir plus de : - 20 000 m ³ de bois, papiers, cartons, - 1 000 m ³ de matières plastiques (hors produits halogénés ou azotés), - 200 m ³ de matières plastiques autres (PVC...)
Stockage de matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines ou adhésifs synthétiques. Polyoléfines (polyéthylène, polypropylène et copolymères associés), polystyrène, polyesters, polycarbonates, caoutchouc et élastomère (à l'exclusion des caoutchoucs et élastomères halogénés ou azotés). Le volume étant supérieur ou égal à 1 000 m ³	2662 1° a	A	
Stockage de matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques. Plastiques, polymères, caoutchouc, élastomères halogénés ou azotés. Le volume étant supérieur ou égal à 200 m ³	2662 2° a	A	

Atelier de charge d'accumulateurs. La puissance maximale de courant continu étant supérieure à 10 KW.	2925	D	Puissance totale 300 kW
Dépôt de gaz combustibles liquéfiés en conteneurs, la capacité nominale du dépôt étant inférieure à 2500 kg.	211.B.2	NC	73000 générateurs d'aérosols renfermant 30g deGCL, soit 2190 kg
Installation de compression d'air ; la puissance absorbée étant inférieure à 50 kW	2920.2.	NC	1 compresseur de 10 kW

Régime : A = Autorisation - D = Déclaration - NC = Non classable

Elle vaut récépissé de déclaration pour les installations classées relevant du régime de la déclaration mentionnées dans le tableau ci-dessus.

1.3 - Autorisation de rejet

Le présent arrêté vaut autorisation au titre de la loi sur l'eau.

La présente autorisation ne dispense pas le permissionnaire d'obtenir du service gestionnaire, une autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour ses ouvrages de rejet.

1.4 - Taxes et redevances

Conformément à l'article 17 de la loi du 19 juillet 1976 modifiée, les installations visées ci-dessus sont soumises à la perception d'une taxe unique, exigible à la signature du présent arrêté.

1.5 - Conformité aux plans et aux données techniques

Les installations et leurs annexes doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément aux données et plans joints à la demande d'autorisation, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

1.6 - Modifications - Transferts

Toute modification apportée à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Tout transfert de l'installation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

1.7 - Conservation des documents

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation ;

- les plans tenus à jour de l'ensemble des installations et de chaque équipement annexe ;
- le (ou les) arrêtés préfectoraux d'autorisation ;
- les résultats des mesures de contrôle, des rapports de visites réglementaires et les justificatifs d'élimination des déchets ;
- les registres prévus dans le présent arrêté.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés respectivement durant un an, deux ans et cinq ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

1.8 - Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspecteur des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement des installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspecteur des installations classées n'a pas donné son accord.

L'exploitant fournira à l'inspecteur des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en oeuvre pour éviter qu'il ne se reproduise.

1.9 - Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées pourra demander en cas de besoin que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués à l'émission ou dans l'environnement, par un organisme, dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions prises au titre de la réglementation sur les installations classées. Les frais occasionnés par ces contrôles seront supportés par l'exploitant.

1.10 - Changement d'exploitant

Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

1.11 - Cessation d'activité définitive

Lorsque l'exploitant met à l'arrêt définitif une installation classée, il notifie la date de cet arrêt au préfet de la Marne, au moins un mois avant celui-ci, conformément aux dispositions de l'article 34-1 du décret n° 77-1133 modifié.

Un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site est joint à la notification. Le mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts prévus à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 modifiée et notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement pollués,
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement et le devenir du site,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

Article 2 - Implantation - Aménagement

2.1 - Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site (abords, bâtiments, installations) doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement...), notamment, les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

2.2 - Conception des installations

Les installations doivent être conçues de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en oeuvre de technologies propres, le développement de technique de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et la réduction des quantités rejetées.

Les matériaux utilisés sont adaptés aux produits manipulés de manière à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les installations et appareils nécessitant une surveillance ou des contrôles fréquents au cours de leur fonctionnement sont disposés ou aménagés de telle manière que les opérations de surveillance puissent être exécutées aisément.

Article 3 - Exploitation

3.1 - Surveillance d'exploitation

L'exploitation doit se faire sous la responsabilité d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance sur les dangers des produits utilisés ou stockés dans l'établissement.

3.2 - Contrôle de l'accès

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir accès libre aux installations. En l'absence de personnel d'exploitation, les installations sont rendues inaccessibles aux personnes étrangères (clôture, fermeture à clef...).

3.3 - Connaissance des produits - Etiquetage

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses..

3.4 - Utilisation des produits

L'exploitant doit tenir à jour un état et un plan annexé indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés. Cet état est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

La présence de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme les déchets.

3.5 - Règles de circulation

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, marquage au sol, consignes...).

En particulier toutes dispositions sont prises pour éviter que des véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager des installations, stockages ou leurs annexes.

3.6 - Vérifications périodiques

Un contrôle des installations électriques sera effectué au minimum une fois par an, par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute déficience constatée dans les plus brefs délais.

Les matériels de lutte contre l'incendie doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en oeuvre ou entreposés des produits dangereux, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention feront l'objet de vérifications périodiques. Il conviendra en particulier de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

Les matériels et engins de manutention doivent être entretenus selon les instructions du constructeur et contrôlés conformément aux règlements en vigueur.

Les rapports des contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'entretien et la réparation des engins mobiles seront effectués dans un local spécial.

3.7 - Réserves de matières consommables

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la sécurité ou la protection de l'environnement, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.

Article 4 - Prévention de la pollution des eaux

4.1 - Prélèvements et consommation d'eau

L'établissement est alimenté en eau par le réseau d'alimentation de la ZAC.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Cette consommation est limitée à 3 m³/j pour 500 m³/an.

L'installation d'alimentation en eau est munie d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé chaque trimestre et les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

L'ouvrage doit être équipé d'un clapet anti-retour ou de tout autre dispositif équivalent.

4.2 - Réseaux de collecte

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits, et le milieu récepteur.

Les égouts doivent être étanches et leur tracé doit en permettre le curage. Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réalisation doivent permettre une bonne conservation de ces ouvrages dans le temps.

Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales (et les eaux non susceptibles d'être polluées).

Un plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les branchements, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, les installations d'épuration et les points de rejets est régulièrement mis à jour. Il est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...). Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

4.3 - Effluents liquides

Toutes dispositions doivent être prises pour conserver à l'état le plus concentré possible les divers effluents issus des installations afin d'en faciliter le traitement, et si besoin, les prélever à la source pour permettre des traitements spécifiques.

4.4 - Eaux domestiques

Les eaux vannes des sanitaires, les eaux usées des lavabos et les eaux de lavage des sols sont rejetées dans le réseau d'assainissement de la ZAC, pourvu à son extrémité d'un lagunage aéré.

4.5 - Eaux pluviales non polluées

Les eaux pluviales de toiture sont envoyées dans un bassin d'infiltration d'un volume de 700 m³. Le fond de ce bassin, creusé dans le terrain en place sera constitué d'un lit de graviers.

4.6 - Eaux pluviales polluées

Les eaux pluviales collectées sur les surfaces imperméabilisées autres que les toitures, doivent être dirigées vers un dispositif de traitement de type déboureur-séparateur d'hydrocarbures avec système autobloquant permettant un débit traité d'au moins 70 l/s, avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales de la ZAC.

Elles présenteront les caractéristiques suivantes :

Paramètres	Concentration maximale instantanée (mg/l)	Concentration maximale moyenne sur 24 heures (mg/l)	Méthode de mesure
MES	35	30	NFT 90-105
DCO	300	125	NFT 90-101
NGL	10	2	NFT 90-012 NFT 90-013
Hydrocarbures	10	5	NFT 90-114

Le pH doit être compris entre 5,5 et 8,5 et la température doit être inférieure à 30°C.

En outre, les effluents doivent être exempts :

- de produits dangereux dans des concentrations telles qu'ils soient susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages,
- de matières flottantes,

et ne dégageront aucune odeur.

4.7 - Eaux d'extinction

Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie doivent pouvoir être confinées dans les quais de chargement, construits pour contenir un volume de 1500 m³. Le bâtiment est aménagé en conséquence (seuils périphériques ou pentes).

Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet doit respecter les valeurs limites fixées à l'article 4.6 du présent arrêté.

Une vanne de barrage, clairement identifiée, sera installée sur la canalisation de rejet des eaux pluviales en amont du séparateur d'hydrocarbures, à proximité du portail d'accès. Les modalités de mise en oeuvre de cette vanne seront définies dans une consigne qui sera portée à la connaissance du personnel.

4.8 - Surveillance des rejets

4.8.1 - Autosurveillance

L'exploitant fait procéder au moins une fois par an en période de fonctionnement des installations, sur le rejet "eaux pluviales voiries", à une analyse d'échantillons représentatifs des caractéristiques moyennes de l'effluent rejeté. L'analyse porte normalement sur la totalité des paramètres mentionnés à l'article 4.6 du présent arrêté. Elle est effectuée par un organisme dont le choix est soumis à l'inspecteur des installations classées s'il n'est pas agréé à cet effet.

4.8.2 - Contrôles inopinés

Il peut être procédé, à tout moment, à la demande de l'inspecteur des installations classées, de façon inopinée, à des prélèvements dans les effluents et à leur analyse par un laboratoire agréé. L'exploitant supporte les frais de ces analyses.

4.9 - Prévention des pollutions

4.9.1 - Dispositions générales

Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'incident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement (rupture de récipient, ...) déversement direct de matières dangereuses ou insalubres qui, par leurs caractéristiques et les quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables vers le milieu récepteur.

4.9.2 - Capacités de rétention

Les unités, parties d'unités ou stockages susceptibles de contenir, même occasionnellement, un produit qui en raison de ses caractéristiques et des quantités mises en oeuvre est susceptible de porter atteinte à l'environnement lors d'un rejet direct, sont équipés de capacités de rétention étanches permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement. Cette disposition s'applique en particulier pour les aires de stockage de fûts.

Le volume et la conception de ces capacités de rétention doivent permettre de recueillir, dans les meilleures conditions de sécurité, la totalité des produits dangereux ou insalubres mis en oeuvre dans une zone susceptible d'être affectée par un même sinistre malgré les agents de protection ou d'extinction.

Le volume utile des capacités de rétention associées aux stockages de produits dangereux ou insalubres doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 litres ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.

Les rétentions situées en bordure des voies de circulation devront être protégées contre les dérives de véhicules.

L'étanchéité des réservoirs doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

4.9.3 - Rétention des aires et locaux de travail

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides, doivent être effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

4.9.4 - Canalisations

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes. En aucun cas, elles ne seront situées dans les égouts ou dans les conduits en liaison directe avec ceux-ci.

Les différentes canalisations seront repérées conformément aux règles en vigueur.

Un schéma de tous les réseaux doit être établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté.

4.9.5 - Prévention des pollutions accidentelles

Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident ou d'incendie (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses vers les égouts ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle doit se faire sans dilution dans les conditions prévues ci-dessus. A défaut, elles doivent être éliminées dans des installations autorisées à cet effet.

4.9.6 - Conséquences des pollutions accidentelles

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la flore, et les ouvrages exposés à cette pollution.

Article 5 - Air - Odeurs

5.1 - Principes généraux

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières ou des gaz en quantité susceptible d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.

Les ateliers sont ventilés efficacement, mais toutes dispositions sont prises pour que le voisinage ne puisse être incommodé par la dispersion des poussières, ni par des émanations nuisibles ou gênantes.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

5.2 - Prévention de la pollution atmosphérique

Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits doit être tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne doivent pas présenter de points anguleux, et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché doit être continue et lente.

5.3 - Odeurs

L'établissement est aménagé et équipé de telle sorte qu'il ne soit pas à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage.

Article 6 - Déchets

6.1 - Principe

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets doivent être collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans les installations appropriées.

L'établissement est soumis aux dispositions du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 portant application de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages.

6.2 - Nature des déchets produits

Les déchets produits en exploitation normale sont répertoriés dans le tableau suivant :

Référence nomenclature	Nature du déchet	Filières de traitement	Quantités annuelles
20 03 01	Déchets ménagers	DC2	
20 01 01	Cartons	Recyclage	720 m ³
20 01 07	Bois	Recyclage	
20 01 04	Plastiques	Recyclage	720m ³

6.3 - Stockages temporaires

Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur valorisation ou élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles, des infiltrations dans le sol, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible être protégés des eaux météoriques.

La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la quantité trimestrielle produite.

6.4 - Elimination des déchets

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre de la loi du 19 juillet 1976, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement; l'exploitant doit être en mesure de justifier l'élimination de ses déchets sur demande de l'inspecteur des installations classées.

Dans ce cadre, il justifiera à compter du 1^{er} juillet 2002 le caractère ultime, au sens de l'article 1^{er} de la loi du 15 juillet 1975 modifiée, des déchets mis en décharge et tiendra à la disposition de l'inspecteur des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.

Les huiles usagées seront collectées par catégories et devront être remises obligatoirement à un ramasseur agréé pour le département, soit directement à un régénérateur ou éliminateur agréé.

Chaque lot de déchets spéciaux expédié vers l'éliminateur devra être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

6.5 - Justificatifs

L'exploitant doit être en mesure de justifier l'élimination de ses déchets sur demande de l'inspecteur des installations classées. Les documents justificatifs doivent être conservés 3 ans.

Article 7 - Bruits et vibrations

7.1 - Règles d'aménagement

Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement leur sont applicables.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, ...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

7.2 - Niveaux limites

Le niveau de bruit en limite de propriété ne devra pas excéder du fait de l'établissement les seuils fixés ci-dessous :

Période de jour, pour les jours ouvrables : 7 h à 22 h	65 dB(A)
Période de nuit, pour tous les jours : 22 h à 7 h	55 dB(A)

Les bruits émis par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A), d'une émergence supérieure à :

- 5 dB(A) pour la période allant de 7 h à 22 h sauf dimanche et jours fériés,
- 3 dB(A) pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement et lorsqu'elle est à l'arrêt.

Les machines susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations sont isolées du sol ou des structures les supportant par des dispositifs antivibratiles efficaces. La gêne éventuelle est évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

7.3 - Contrôles

Pour vérifier le respect des prescriptions ci-dessus, l'inspecteur des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique ou des mesures de vibrations mécaniques soient effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation.

Les frais sont supportés par l'exploitant.

Article 8 - Sécurité

8.1 - Dispositions générales

8.1.1 - Clôture

Afin d'en interdire l'accès, l'établissement est entouré d'une clôture efficace et résistante, d'une hauteur minimale de 2 mètres. L'ensemble du site sera gardienné.

8.1.2 - Accès, voies et aires de circulation

A l'intérieur de l'établissement, les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, entretenues en bon état, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages, ...) susceptible de gêner la circulation.

Les bâtiments sont accessibles facilement et en toutes circonstances par les services de secours. Des voies de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté sur le périmètre de l'entrepôt.

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement 4,00 m,
- rayons intérieurs de giration 11,00 m,
- hauteur libre 3,50 m,
- résistance à la charge 13 t par essieu.

Un espace libre d'au moins 1 mètre de large (maximum 8 m) devra subsister entre la voie échelle et la façade du bâtiment.

A partir de ces voies, les sapeurs pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues de l'entrepôt par un chemin stabilisé de 1,30 m de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 m.

8.1.3 - Règles de circulation

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, marquage au sol, consignes...).

En particulier toutes dispositions sont prises pour éviter que des véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager des installations, stockages ou leurs annexes.

8.2 - Locaux et bâtiments résistant au feu

8.2.1 -

Les bâtiments et locaux, implantés à plus de 10 m des limites de propriété, sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

L'entrepôt est divisé en cellules de stockage de 8.200 m² au plus, isolées par des parois coupe-feu de degré 2 heures. Les portes séparant les cellules sont coupe-feu de degré 1 heure et sont munies de dispositifs de fermeture automatique, équipés de détecteurs autonomes, permettant l'ouverture de l'intérieur de chaque cellule. Lorsque ces dispositions se révèlent incompatibles avec les conditions d'exploitation, des solutions équivalentes (rideaux d'eau coupe feu 2 heures) peuvent être adoptées.

La toiture comporte au moins sur 2 p. 100 de sa surface, en dehors d'une zone de 4 m de part et d'autre des murs coupe-feu séparant deux cellules, des éléments permettant l'évacuation des fumées en cas d'incendie. Sont intégrés dans ces éléments des exutoires de fumées et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est d'au moins 1 p. 100 de la surface totale de la toiture. Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique sont interdits.

Les commandes d'ouverture manuelle de ces dispositifs doivent être facilement accessibles depuis les issues de secours et être correctement signalées.

La diffusion latérale des gaz chauds est rendue impossible par la mise en place d'écrans de cantonnement aménagés pour permettre le désenfumage.

8.2.2 -

Les éléments porteurs de structures métalliques seront protégés de la chaleur lorsque leur destruction est susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre, ou peut compromettre les conditions d'intervention.

8.2.3 -

Les locaux techniques (chaufferie, atelier de charge, transformateur...) sont séparés des zones de stockage par des parois coupe-feu 2 heures. Les portes d'accès sont pare-flamme de degré 1/2 heure.

8.3 - Conception des installations

Les installations, ainsi que les bâtiments et locaux qui les abritent, sont conçus de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, toutes projections de matériel, accumulation ou épandage de produits qui pourraient entraîner une aggravation du danger.

Les matériaux utilisés sont adaptés aux produits manipulés de manière en particulier à éviter toute réaction parasite dangereuses.

Les installations et appareils nécessitant une surveillance ou des contrôles fréquents au cours de leur fonctionnement sont disposés ou aménagés de telle manière que des opérations de surveillance puissent être exécutées aisément.

8.4 - Dégagements

A l'intérieur de l'entrepôt, des allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les portes d'accès à l'extérieur s'ouvriront facilement dans le sens de l'évacuation. Elles seront à fermeture automatique et équipées d'un système d'ouverture anti-panique.

Toutes les portes, intérieures et extérieures sont repérables par des inscriptions visibles en toutes circonstances, et leurs accès convenablement balisés.

Les dégagements sont répartis de telle façon que ne subsiste, compte tenu des recoupements intérieurs, aucun cul de sac supérieur à 25 mètres, ni aucun point distant de plus de 50 mètres d'une issue protégée ou donnant sur l'extérieur. Deux issues vers l'extérieur au moins, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule.

8.5 - Zones de risque incendie

8.5.1 - Généralités

Les zones de risque incendie sont constituées de volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents, même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations industrielles de l'établissement.

L'exploitant détermine sous sa responsabilité les zones de risque incendie de l'établissement. Il tient à jour, et à la disposition de l'inspecteur des installations classées un plan de ces zones. Tout local comportant une zone de risque incendie est considéré dans son ensemble comme zone de risque incendie.

8.5.2 - Alarme incendie

L'entrepôt est équipé d'un système d'alerte incendie asservi au sprinklage.

Tout déclenchement du réseau de sprinklage entraînera une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un service spécialisé en l'absence de personnel sur le site.

8.6 - Zones de sécurité

8.6.1 - Définitions

Les zones de sécurité sont constituées des volumes dans lesquelles une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître notamment en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en oeuvre, stockées, utilisées, produites ou pouvant apparaître au cours des opérations.

L'exploitant définit sous sa responsabilité, les zones de sécurité dans lesquelles peuvent apparaître les atmosphères explosives :

- soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement,
- soit de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée.

L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées un plan des zones de sécurité. Les zones de sécurité sont matérialisées dans l'établissement par des moyens appropriés (marquage au sol, panneaux...).

8.6.2 - Conception générale des installations

Les installations comprises dans les zones de sécurité sont conçues ou situées de façon à limiter les risques d'explosion et à en limiter les effets, en particulier de façon à éviter les projections de matériaux ou objets divers à l'extérieur de l'établissement.

8.6.3 - Ventilation

En fonctionnement normal, les locaux comportant des zones de sécurité sont ventilés convenablement et de façon à éviter toute accumulation de gaz ou de vapeurs.

8.6.4 - Prévention des explosions

Les conditions d'exploitation sont telles que les appareils de fabrication et leurs canalisations de transfert ne contiennent un ou plusieurs produits dans des conditions permettant à une explosion de se produire. Cette disposition doit être respectée en marche normale des installations, durant les périodes transitoires de mise en service et d'arrêt et durant les opérations de caractère exceptionnel.

Il pourra être dérogé à cette disposition lorsque la conception du matériel lui permet de résister à une explosion interne sans conséquence pour la sécurité des personnes ou l'environnement.

8.7 - Installations électriques

8.7.1 -

L'installation électrique et le matériel utilisé sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Ils doivent en outre être conçus et réalisés de façon à résister aux contraintes mécaniques dangereuses, à l'action des poussières inertes ou inflammables et à celles des agents corrosifs, soit par un degré de résistance suffisant de leur enveloppe, soit par un lieu d'installation les protégeant de ces risques.

8.7.2 -

Les circuits "basse tension" doivent être conformes à la norme NF-C 15100, les circuits "moyenne tension" et "haute tension", aux normes NF-C 13100 et NF-C 13200.

Dans les zones susceptibles de présenter des risques d'incendie ou d'explosion, les équipements doivent être adaptés aux risques.

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion sont applicables à l'ensemble des zones de sécurité de l'établissement.

En particulier, dans ces zones les installations électriques sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation, tout autre appareil, machine ou matériel étant placé en dehors d'elles.

8.7.3 -

Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité devra pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la chute de la foudre.

Un interrupteur général, installé à l'entrée de l'entrepôt, doit permettre la mise hors tension de l'exploitation. Il doit être clairement signalé par une affiche indélébile "coupure générale électrique".

Le matériel et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et rester en permanence conforme à leurs spécifications d'origine.

8.7.4 - Mise à la terre

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations...) doivent être mis à la terre conformément aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

8.8 - Prévention

Dans les zones de risque incendie sont interdits les flammes à l'air libre ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles à l'air libre (chalumeaux, appareils de soudage, etc.).

De même les feux nus répondant à la définition qui en est donnée dans les règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides annexées à l'arrêté du 9 novembre 1972 modifié (J.O. des 31 décembre 1972 et 23 janvier 1976) sont interdits dans les zones présentant des risques d'explosion.

Cependant, lorsque des travaux nécessitant la mise en oeuvre de flammes de feux nus ou d'appareils tels que ceux visés ci-dessus doivent être entrepris dans ces zones, ils font l'objet d'un "permis feu" délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Cette consigne fixe notamment les moyens de contrôle de l'atmosphère, de prévention et de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux.

L'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme devra être affichée dans les zones de risque incendie et d'explosion.

8.9 - Règles d'exploitation

8.9.1 - Produits

Les dispositions nécessaires sont prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en oeuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

8.9.2 - Conditions de stockage

Le stockage est effectué de manière que toutes les issues et voies de circulation soient largement dégagées.

Les éléments de stockage doivent respecter les charges admissibles.

8.9.3 - Utilités

L'exploitant prendra des dispositions nécessaires pour assurer en permanence la fourniture et la disponibilité des utilités qui concourent à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

8.9.4 - Chauffage et ventilation des locaux

Le chauffage de l'entrepôt sera réalisé par infrarouge court (IRC). Les radiants seront implantés dans l'axe des allées à une distance minimale de 2 m des produits stockés.

Tout dispositif de ventilation mécanique est conçu en vue d'éviter une propagation horizontale du feu. Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la séparation entre les cellules.

8.9.5 - Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne seront pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation.

8.10 - Formation du personnel

L'exploitant veillera à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel.

Cette formation devra notamment comporter :

- toutes les informations utiles sur les conditions de stockage (hauteur, chargement, circulation des engins...),
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention,
- des exercices périodiques de défense contre l'incendie organisé en liaison avec les services d'incendie et de secours. Un compte-rendu écrit de ces exercices sera établi et conservé à la disposition de l'inspecteur des installations classées,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

8.11 - Consignes d'exploitation

Des consignes de sécurité écrites sont établies pour l'alerte en cas d'incendie, la mise en œuvre des moyens d'intervention et l'évacuation du personnel.

Ces consignes sont affichées à proximité du poste d'alerte ou de l'appareil téléphonique ainsi que dans les zones de passage les plus fréquentées par le personnel.

Ces consignes sont compatibles avec le plan d'intervention interne de l'établissement.

8.12 - Moyens de secours

8.12.1 - Equipes de sécurité

L'exploitant veille à la formation sécurité de tout son personnel et à la constitution d'équipes de sécurité comprenant des agents affectés prioritairement à des missions d'intervention lors de sinistres et d'opérations de prévention, et pouvant quitter leur poste de travail à tout moment pour combattre un éventuel sinistre.

8.12.2 - Matériel de lutte contre l'incendie

L'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au moins :

- d'un système d'extinction automatique par sprinklage,
- d'un réseau d'extincteurs placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances du type :
 - à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil de type 21 A pour 250 m² de superficie à protéger (minimum de deux appareils par atelier, magasin, entrepôt),
 - à anhydride carbonique (ou équivalent), près des tableaux et machines électriques,
- de robinets d'incendie armés (R.I.A.) installés de telle sorte que chaque point de la surface à protéger soit atteinte par 2 jets au moins.

Dans l'attente de la mise en place du réseau incendie de la ZAC, une réserve d'eau de 1270 m³ équipée de prises d'eau permettant la mise en aspiration des engins de lutte contre l'incendie sera créée. Les sapeurs pompiers devront avoir accès au site et au bassin en toutes circonstances.

8.13 - Organisation des secours: plan d'intervention interne

L'exploitant établira un plan d'intervention interne.

Ce plan définit les mesures d'organisation, les modalités d'alerte, les méthodes d'intervention et les moyens à mettre en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Ce plan sera transmis à la direction départementale de la protection civile et à l'inspecteur des installations classées avant tout début d'activité.

Un exemplaire du plan d'intervention interne régulièrement mis à jour doit être maintenu au bureau de réception ou de garde.

Titre 2 - Prescriptions particulières

Article 9 - Stockage de gaz combustible liquéfié

9.1 -

Les générateurs d'aérosols seront stockés dans une enceinte grillagée réservée à cet effet ou dans un local spécifique comportant des dispositifs ouvrant vers l'extérieur et permettant de limiter les effets d'une éventuelle explosion.

9.2 -

Si l'enceinte est grillagée, une zone de 8m, libre de toute matière combustible, sera maintenue tout autour de l'aire de stockage..

9.3 -

Le sol du stockage doit être réalisé en matériaux incombustibles.

9.4 -

Les conteneurs ne doivent pas être placés dans des conditions où ils risqueraient d'être portés à une température dépassant 50°C.

9.5 -

Le matériel électrique et les conducteurs électriques doivent répondre aux caractéristiques définies à l'article 8.7.

9.6 -

Le stockage sera couvert par une détection incendie.

On doit pouvoir disposer à proximité du dépôt de 2 extincteurs à poudre homologués NF M1H, type 55B.

Il est interdit d'approcher avec du feu ou de fumer à proximité du stockage. Cette interdiction devra être signalée par des moyens appropriés.

Article 10 - Installation de compression d'air

Les réservoirs et appareils contenant des gaz comprimés doivent satisfaire à la réglementation des appareils à pression de gaz.

Des filtres maintenus en bon état de propreté doivent empêcher la pénétration de poussières dans le compresseur.

Des dispositifs efficaces de purge sont placés sur tous les appareils aux emplacements où des produits de condensation sont susceptibles de s'accumuler. Les résidus de purge collectés sont éliminés comme les déchets.

Article 11 - Atelier de charge d'accumulateurs

La zone réservée à la charge des accumulateurs est très largement ventilée par la partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonant dans le local. La charge des batteries sera asservie à la ventilation.

La zone concernée ne doit avoir aucune autre affectation. En particulier, il est interdit d'y installer un dépôt de matières combustibles ou d'y effectuer l'empâtage des plaques.

Le sol de l'atelier est imperméable et présente une pente convenable pour l'écoulement des eaux de manière à éviter la stagnation. Les murs sont recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur d'un mètre au moins à partir du sol.

Le chauffage du local ne peut se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150°C. Tout autre procédé de chauffage pourra être admis s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

Il est interdit de pénétrer dans l'atelier avec une flamme ou d'y fumer. Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents dans le local et sur les portes d'entrée, avec l'indication qu'il s'agit d'une interdiction préfectorale.

Titre 3 - Modalités d'application

Article 12 - Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant ; ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 13 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 14 - Ampliation

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, MM. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Champagne Ardenne, l'inspecteur des installations classées, sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée, pour information, à MM. le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le directeur régional de l'environnement, ainsi qu'à MM. les maires de Bussy Lettrée et Haussimont qui en donneront communication à leur conseil municipal.

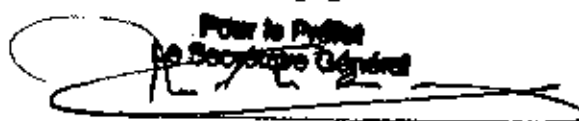
Notification en sera faite, sous pli recommandé, à la société J.C.H. et Associés, 10 rue Léopold Frison, 51000 Châlons en Champagne.

M. le Maire de Bussy Lettrée procédera à l'affichage en mairie de l'autorisation pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une ampliation sur demande adressée à la préfecture.

Un avis sera diffusé dans deux journaux du département par les soins de la préfecture, aux frais du pétitionnaire, de façon à indiquer au public que le texte complet du présent arrêté est à sa disposition soit en mairie de Bussy Lettrée, soit en préfecture.

L'affichage permanent des conditions particulières d'exploitation à l'intérieur de l'établissement devra être effectué par les soins de l'exploitant.

Châlons en Champagne, le 29 SEP. 1998

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général


Paul MAURAU

Table des matières

Article 1 - Généralités	- p 2 -
1.1 - <u>Champ d'application</u>	- p 2 -
1.2 - <u>Autorisation d'exploiter</u>	- p 2 -
1.3 - <u>Autorisation de rejet</u>	- p 3 -
1.4 - <u>Taxes et redevances</u>	- p 3 -
1.5 - <u>Conformité aux plans et aux données techniques</u>	- p 3 -
1.6 - <u>Modifications - Transferts</u>	- p 3 -
1.7 - <u>Conservation des documents</u>	- p 3 -
1.8 - <u>Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle</u>	- p 4 -
1.9 - <u>Contrôles et analyses</u>	- p 4 -
1.10 - <u>Changement d'exploitant</u>	- p 4 -
1.11 - <u>Cessation d'activité définitive</u>	- p 4 -
Article 2 - Implantation - Aménagement	- p 5 -
2.1 - <u>Intégration dans le paysage</u>	- p 5 -
2.2 - <u>Conception des installations</u>	- p 5 -
Article 3 - Exploitation	- p 5 -
3.1 - <u>Surveillance d'exploitation</u>	- p 5 -
3.2 - <u>Contrôle de l'accès</u>	- p 5 -
3.3 - <u>Connaissance des produits - Etiquetage</u>	- p 6 -
3.4 - <u>Utilisation des produits</u>	- p 6 -
3.5 - <u>Règles de circulation</u>	- p 6 -
3.6 - <u>Vérifications périodiques</u>	- p 6 -
3.7 - <u>Réserves de matières consommables</u>	- p 7 -
Article 4 - Prévention de la pollution des eaux	- p 7 -
4.1 - <u>Prélèvements et consommation d'eau</u>	- p 7 -
4.2 - <u>Réseaux de collecte</u>	- p 7 -
4.3 - <u>Effluents liquides</u>	- p 8 -
4.4 - <u>Eaux domestiques</u>	- p 8 -
4.5 - <u>Eaux pluviales non polluées</u>	- p 8 -
4.6 - <u>Eaux pluviales polluées</u>	- p 8 -
4.7 -	- p 9 -
4.8 - <u>Surveillance des rejets</u>	- p 9 -
4.8.1 - <u>Autosurveillance</u>	- p 9 -
4.8.2 -	- p 9 -
4.9 - <u>Prévention des pollutions</u>	- p 10 -
4.9.1 - <u>Dispositions générales</u>	- p 10 -
4.9.2 - <u>Capacités de rétention</u>	- p 10 -
4.9.3 - <u>Rétention des aires et locaux de travail</u>	- p 11 -
4.9.4 - <u>Canalisations</u>	- p 11 -
4.9.5 - <u>Prévention des pollutions accidentelles</u>	- p 11 -
4.9.6 - <u>Conséquences des pollutions accidentelles</u>	- p 11 -
Article 5 - Air - Odeurs	- p 11 -
5.1 - <u>Principes généraux</u>	- p 11 -
5.2 - <u>Prévention de la pollution atmosphérique</u>	- p 12 -
5.3 - <u>Odeurs</u>	- p 12 -
Article 6 - Déchets	- p 12 -
6.1 - <u>Principe</u>	- p 12 -
6.2 - <u>Nature des déchets produits</u>	- p 12 -
6.3 - <u>Stockages temporaires</u>	- p 13 -
6.4 - <u>Elimination des déchets</u>	- p 13 -
6.5 - <u>Justificatifs</u>	- p 13 -

Article 7 - Bruits et vibrations	- p 14 -
7.1 - <u>Règles d'aménagement</u>	- p 14 -
7.2 - <u>Niveaux limites</u>	- p 14 -
7.3 - <u>Contrôles</u>	- p 14 -
Article 8 - Sécurité	- p 15 -
8.1 - <u>Dispositions générales</u>	- p 15 -
8.1.1 - <u>Clôture</u>	- p 15 -
8.1.2 -	- p 15 -
8.1.3 -	- p 15 -
8.2 - <u>Locaux et bâtiments résistant au feu</u>	- p 15 -
8.2.1 -	- p 15 -
8.2.2 -	- p 16 -
8.2.3 -	- p 16 -
8.3 - <u>Conception des installations</u>	- p 16 -
8.4 - <u>Dégagements</u>	- p 16 -
8.5 - <u>Zones de risque incendie</u>	- p 17 -
8.5.1 -	- p 17 -
8.5.2 -	- p 17 -
8.6 - <u>Zones de sécurité</u>	- p 17 -
8.6.1 -	- p 17 -
8.6.2 -	- p 18 -
8.6.3 -	- p 18 -
8.6.4 -	- p 18 -
8.7 - <u>Installations électriques</u>	- p 18 -
8.7.1 -	- p 18 -
8.7.2 -	- p 18 -
8.7.3 -	- p 18 -
8.7.4 - <u>Mise à la terre</u>	- p 19 -
8.8 - <u>Prévention</u>	- p 19 -
8.9 - <u>Règles d'exploitation</u>	- p 19 -
8.9.1 - <u>Produits</u>	- p 19 -
8.9.2 - <u>Conditions de stockage</u>	- p 19 -
8.9.3 - <u>Utilités</u>	- p 20 -
8.9.4 - <u>Chauffage et ventilation des locaux</u>	- p 20 -
8.9.5 - <u>Equipements abandonnés</u>	- p 20 -
8.10 - <u>Formation du personnel</u>	- p 20 -
8.11 - <u>Consignes d'exploitation</u>	- p 20 -
8.12 - <u>Moyens de secours</u>	- p 21 -
8.12.1 - <u>Equipes de sécurité</u>	- p 21 -
8.12.2 - <u>Matériel de lutte contre l'incendie</u>	- p 21 -
8.13 - <u>Organisation des secours; plan d'intervention interne</u>	- p 21 -
Article 9 - Stockage de gaz combustible liquéfié	- p 22 -
9.1 -	- p 22 -
9.2 -	- p 22 -
9.3 -	- p 22 -
9.4 -	- p 22 -
9.5 -	- p 22 -
9.6 -	- p 22 -
Article 10 - Installation de compression d'air	- p 22 -
Article 11 - Atelier de charge d'accumulateurs	- p 23 -
Article 12 - Recours	- p 23 -
Article 13 - Droits des tiers	- p 23 -
Article 14 - Ampliation	- p 24 -